

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 23 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq le **23 septembre à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans la Salle des Fêtes – Place de la Mairie – 51300 COUVROT, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 17 septembre 2025 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUITRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. CAPPÉ, LONCLAS, FORMET, FORTIN, DHYÈVRE, DULIEUX, DELCOMBEL, MATHIEU, DESCHAMPS, COLLOT, Mme ARMANETTI, MM. PETIT (suppléant de M. MALOU), CASTAGNA, CHAMPION, GÉRARD, DESANLIS (à partir de 19h20), DANCOT (suppléant de M. MOULIN), Mme GEOFFROY, MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. COQUIN, ROYER, LOISELET, PASSINHAS, MAGRI (suppléant de M. BONETTI), BOUQUET, Mme RÉOLON, M. MOUTON, Mmes COLLIN (à partir de 18h35), VÉGA, JACQUEMOT, M. FONTAINE (jusqu'à 19h55), Mme COLSON, M. ROCH (jusqu'à 19h35), Mmes SERRE, BAUMEL, M. BEAUJOIN, Mme GOUILLY, M. EL GHALLOUSI.

Absents excusés : M. NICOULEAUD, Mme PARNISARI, MM. VEBER, THIÉBAULT, Mme GUÉRY, M. COTTON, Mme FELICETTI, MM. LANTERNAT, MAUTRAIT, Mme KARCENTY, M. CHAVEROU, MM. BURCKEL, TINDILLIÈRE, GONTHIER, HMISSI, CARDOSO, Mmes PARIS, BERTIN, MM. DUCHÊNE, ERRE.

Absents : M. TRIOLET, Mmes MUNSTER, GOLLÈS.

16 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. NICOULEAUD, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. CASTAGNA,
- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. MATHIEU,
- ✓ M. COTTON, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. GÉRARD,
- ✓ Mme FELICETTI donne pouvoir à M. DESCHAMPS,
- ✓ M. MAUTRAIT, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. DELCOMBEL,
- ✓ Mme KARCENTY donne pouvoir à M. DESANLIS (à partir de 19h20),
- ✓ M. CHAVEROU, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. ROYER,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à M. BOUQUET (jusqu'à 18h35),
- ✓ M. BURCKEL donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir Mme JACQUEMOT,
- ✓ M. GONTHIER donne pouvoir à Mme COLSON,
- ✓ M. FONTAINE donne pouvoir à M. BOUQUET (à partir de 19h55),
- ✓ M. ROCH donne pouvoir à M. MOUTON (à partir de 19h35),
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. FONTAINE (jusqu'à 19h55),
- ✓ Mme PARIS donne pouvoir à Mme SERRE,
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme BAUMEL.

Secrétaire de séance : Monsieur Olivier DELCOMBEL.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

APPROBATION D'UNE CONVENTION AVEC LE P.L.I.E. (PLAN LOCAL POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI) DU PAYS VITRYAT

Rapporteur : Monsieur Francis PASSIHNAS

Le Plan local pour l'insertion et l'emploi (P.L.I.E.) du Pays Vitryat a été créé en 1997, sous forme associative (association de gestion du P.L.I.E.).

Cette association a pour objet de participer à la mise en œuvre des actions de développement local et économique dans le Pays Vitryat.

Les missions principales du P.L.I.E. sont les suivantes :

- mobiliser les acteurs de l'insertion et de l'emploi afin de développer l'offre d'insertion et de formation et proposer des parcours d'insertion complets permettant de réels débouchés vers l'emploi ;
- initier des partenariats innovants avec les acteurs économiques, les inciter à engager des actions concrètes dans la lutte contre l'exclusion et les assister dans la démarche ;
- accompagner la structuration, la promotion et le développement de l'Economie Sociale et Solidaire sur le territoire.

Le P.L.I.E. du Pays Vitryat est aussi chargé de la mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics.

Notre Communauté de Communes adhère au P.L.I.E. et verse une subvention pour lui permettre de mener à bien ses missions.

Cette subvention est actuellement fixée à la somme de 65.985,00 €.

La précédente convention entre la Communauté de Communes CHAMPAGNE ET DER et le PLIE est désormais arrivée à échéance, et il convient de la renouveler.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de l'association de gestion du P.L.I.E. du Pays Vitryat,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 9 septembre 2025,

Il vous est proposé, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver la convention à conclure avec le P.L.I.E., dont un exemplaire est joint au présent rapport ;

2°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer cette convention ;

3°/ dire que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets.

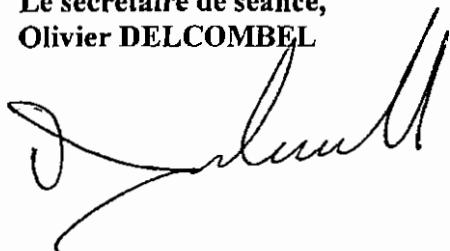
La délibération est adoptée

à l'unanimité

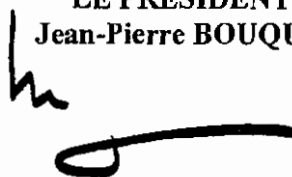
ne prennent pas part au vote

MM. MOUTON, PASSINHAS, Mmes ARMANETTI, JACQUEMOT.

Le secrétaire de séance,
Olivier DELCOMBEL



**POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,
Jean-Pierre BOUQUET**



Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le - **6 OCT. 2025**
et de la publication le - **6 OCT. 2025**
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

CONVENTION ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER ET L'ASSOCIATION DE GESTION DU P.L.I.E DU PAYS VITRYAT

(Circulaire Premier ministre NOR : PRMX1001610C du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations. JO du 20).

Entre les soussignées

- La communauté de Communes Vitry Champagne et Der, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, domicilié en l'Hôtel de Ville de Vitry-le-François (51300) et pour le compte de ladite Communauté de Communes, en exécution de la délibération du Conseil de Communauté du xxxxxxxxxxxxxx, et désignée sous le terme « l'administration » ou la « Communauté de Communes », d'une part

Et

- L'association de gestion du P.L.I.E du Pays Vitryat régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé 22 rue du Pont à Vitry-le-François (51300), représentée par son Président, Monsieur Francis PASSINHAS, et désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

N° SIRET : 415 003 524 00022

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social et à mettre en œuvre, à cette fin tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Pour sa part, la Communauté de Communes s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE DE LE CONVENTION

La présente convention est consentie et acceptée à compter de sa signature, jusqu'au 31.12.2025. Elle sera renouvelable pour une durée d'un an, dans la limite de trois ans, soit jusqu'au 31.12.2027, sauf résiliation dans les conditions prévues à l'article 13.

Seul le montant de la subvention allouée par le Communauté de Communes fera l'objet d'une délibération annuelle soumise au Conseil de Communauté, afin d'en déterminer le montant.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par délibération du Conseil Communautaire.

ARTICLE 3 : OBJECTIFS

Considérant le projet initié et conçu par l'association : Mettre en œuvre des actions de développement local et économique dans le Pays Vitryat.

Ses missions principales s'articulent autour de l'accompagnement des publics en difficultés et l'ingénierie de projets, qui se déclinent comme suit :

- Mobiliser les acteurs de l'insertion et de l'emploi afin de développer l'offre d'insertion et de formation et proposer des parcours d'insertion complets permettant de réels débouchés vers l'emploi ;
- Initier des partenariats innovants avec les acteurs économiques, les inciter à engager des actions concrètes dans la lutte contre l'exclusion et les assister dans la démarche ;
- Accompagner la structuration, la promotion et le développement de l'Economie Sociale et Solidaire sur le territoire.

ARTICLE 4 : SOUTIEN DE L'ADMINISTRATION

Le soutien financier de la Communauté de Communes se traduit notamment par l'attribution d'une subvention dont le montant est voté annuellement en Conseil Communautaire.

Pour l'année 2025, le montant s'élève à la somme de 65.985,00 € (soixante-cinq mille neuf cent quatre-vingt-cinq euros).

Pour les deuxième, troisième années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des subventions s'élèvent à :

- pour l'année 2026 : 65.985,00 € (soixante-cinq mille neuf cent quatre-vingt-cinq euros).
- pour l'année 2027 : 65.985,00 € (soixante-cinq mille neuf cent quatre-vingt-cinq euros).

Le comptable assignataire est le receveur de la Communauté de Communes : Madame Annick MENARD.

ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION - CONDITIONS FINANCIERES

Le vote des aides sera conditionné au vote annuel de leur montant en Conseil Communautaire.

La procédure de versement interviendra dès que la décision du Conseil Communautaire aura été rendue publique et exécutoire pour l'année en cours, dans le cadre du principe de l'annualité budgétaire.

Les subventions seront créditées au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur et sous réserve du respect par l'association des objectifs mentionnés à l'article 3.

La Communauté de Communes et l'association peuvent s'entendre chaque année pour des prestations complémentaires.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION ET RESPECT DES OBJECTIFS FIXES

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après ; établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions transmis préalablement à la Communauté de Communes. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus à l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

L'association, soit, communique sans délai à l'administration la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, soit, informe de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le Répertoire national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible la Communauté de Communes dans tous les documents produits dans le cadre de la convention.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la Communauté de Communes sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle ou en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de l'administration, cette dernière peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà payées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. La Communauté de Communes informe l'association de sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 : ÉVALUATION

L'association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme.

La Communauté de Communes procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1, et aux objectifs mentionnés à l'article 3, considérant l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt général.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

La Communauté de Communes contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du service.

En cas de trop perçu la Communauté de Communes peut exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Communauté de Communes, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 9 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

ARTICLE 11 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et au contrôle de l'article 10.

ARTICLE 12 : AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'administration et l'association. Les avenants éventuels sont partie intégrante de la présente convention et sont soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 14 - RECOURS

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout différend né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention. À défaut de solution amiable, le litige sera tranché par le tribunal compétent.

Le2025, à Vitry-le-François

Pour l'association de gestion
du P.L.I.E du Pays Vitryat

Le Président
Francis PASSINHAS

Pour la Communauté de Communes,
Vitry, Champagne et Der,

Le Président
Jean-Pierre BOUQUET